

Face à la crise, plus de justice sociale pour mieux se protéger !

Le 1er Mai 2020 intervient après 6 semaines de confinements, à la veille d'une reprise de la plupart des activités économiques.

Les plus précaires en première ligne

Durant ces 6 semaines, les travailleuses et travailleurs auront payé un lourd tribut, particulièrement celles et ceux dont les salaires sont les plus bas.

Devant composer dans le meilleur des cas avec un chômage partiel ne couvrant que 80% de leurs revenus, le plus souvent sans réserves financières, la précarité est au rendez-vous. Bon nombre de personnes n'ont pas eu la possibilité de travailler depuis chez elles. Nettoyeuses, vendeuses, aides-soignantes, autant de professions souvent féminines et mal rémunérées ont dû à travailler, souvent sans protection adéquates. Les pressions ont été nombreuses pour que le travail ne s'interrompe pas, quitte à exposer la santé du personnel. Alors que l'on estime que 20% des travailleurs et des travailleuses sont des personnes à risque, beaucoup n'ont pas eu la possibilité de rester chez eux, menacés de licenciement.

Dans le secteur de la construction, c'est la détermination des ouvriers qui a poussé le Conseil d'Etat à fermer dans un premier temps les chantiers. Aujourd'hui, les autorités changent radicalement de cap, tout doit réouvrir, des chantiers aux restaurants. Et qu'importe si les autorités ne disposent pas assez d'inspectrices et d'inspecteurs du travail. Avec ces mesures, tout est en place pour servir une deuxième crise aux travailleuses et travailleurs!

Après les applaudissements, les mesures concrètes !

Face à cette situation, les syndicats ont réaffirmé lors du 1er Mai la nécessité de plus de solidarité et plus de justice sociale. Lors d'un parcours organisé par la CGAS à travers la ville donnant la parole à des salarié-e-s confronté-e-s à la crise, des nettoyeuses du CMU et des soignant-e-s des HUG ont fait savoir que, après les applaudissements, le temps était venu pour une reconnaissance salariale et des améliorations des conditions de travail. « Au CMU, nous avons continué à nettoyer les toilettes et à récuser les sols, mais la peur au ventre. Sans les mesures de protection adéquates, nous mettons tous les jours en danger nos familles. Nous avons rendu un service à la population, maintenant nous demandons des salaires dignes », déclare Nadia, nettoyeuse au CMU. Nombreuses et nombreux ont été celles et ceux qui, de leurs balcons, ont soutenu les demandes de revalorisations salariales et de primes pour le personnel de nettoyage, les coursiers, les vendeuses ainsi que le personnel de la santé. Et Sophie, technicienne en analyse biomédicale d'ajouter : « Il est urgent de reconnaître la valeur intrinsèque de toutes ces professions et leur rôle incontournable pour la société et la population: cela passe par une revalorisation forte et durable de celles-ci, sans exception, de même que par une réévaluation salariale à la hauteur de ce rôle de pilier central qu'elles ont toujours joué au sein de la société, mais encore plus intensément depuis ces 2 derniers mois. »

Des protections contre le virus et contre les abus patronaux!

Lors d'un point de presse au pied de la statue du migrant au Passage du Mont-Blanc, des employé-e-s de l'économie domestique et des livreurs ont quant à elles/eux mis de doigt, d'un côté sur l'absence de mesures de protection. En effet, si la population attend avec impatience le déconfinement, ce dernier ne doit pas rimer avec absence de protection

sur les lieux de travail et les travailleuses et travailleurs vulnérables doivent pouvoir rester chez eux avec leur salaire garanti sans devoir sacrifier leurs heures supplémentaires ou leurs vacances! De l'autre, nombreuses et nombreux ont été celles et ceux qui ont soit subi une perte de revenu importante, soit perdu leur emploi. C'est le cas du personnel de la multinationale XPO Logistics à Satigny qui a témoigné sa colère ce matin. « Nous n'avons même plus de nouvelles de notre direction, c'est le client qui nous a alerté de la perte du mandat, c'est scandaleux ! » dénonçait un des délégués. Et précaires parmi les précaires, Sherlyn, employée domestique licenciée dès le début du confinement, de témoigner : « Nous sommes celles qui nettoient votre appartement quand vous êtes absent ou au travail, celles qui prennent soin de votre mère, parce qu'elle n'arrive plus à manger seule, celles qui jouent avec vos enfants, celles qui, aussi, sèche leur larme. Celles qui vous servent à manger, celles que vous voyez, celles que vous ne voyez pas, celles que vous ne voulez pas voir. Celle qui vit au sous-sol, à côté de la buanderie. Nous avons le droit à notre salaire, et parce que nous sommes exclues des assurances sociales, nous voulons une aide spécifique de l'Etat. »

Pas d'aides publiques sur le dos des salarié-e-s !

Cette colère c'est aussi celle du personnel hôtelier, qui a rencontré la presse devant un grand hôtel au quai des Bergues. Comme tant d'autres, cet établissement a licencié plusieurs employé-e-s alors qu'ils bénéficiaient de RHT. « Je trouve scandaleux qu'on ait été licenciés, alors que juste quelques semaines avant l'hôtel nous rassurait : la mise en place des RHT suivait le but de préserver nos postes de travail », réagit Maria, femme de chambre depuis deux ans dans l'établissement. Ce genre d'entreprises, ainsi que celles n'offrant pas de protections suffisantes à leur personnel doivent faire l'objet de sanctions sévères!

Les restrictions budgétaires et les économies sur le dos des salariées se font terriblement sentir. C'est le cas dans certains EMS, où le manque d'effectifs structurels pèse énormément sur le personnel en temps de crise. Teresa, aide-soignante dans un EMS, exclame : « Nous sommes les parents pauvres du secteur de la santé. On a été mis de côté ! Désormais, il faut absolument palier le manque d'effectifs et il faut revaloriser notre salaire. »

Un fonds cantonal pour les plus précaires

Afin de pouvoir soutenir les travailleuses et les travailleurs, l'Etat doit créer un fond de soutien pour compenser la perte du chômage partiel pour les plus bas revenus et venir en aide aux personnes exclues du dispositif fédéral. Comme disait aujourd'hui une caissière lors des discours sur l'île Rousseau: « Est-ce-que les politiciens et les employeurs savent combien c'est le 80% d'un 80% d'un salaire d'une vendeuse ? Je peux vous assurer que c'est 3 fois rien. Je ne sais pas comment arriver à la fin du mois prochain avec les 70CHF qui me restent. On n'est pas responsables de cette crise, ce n'est pas à nous de la payer ». Parce qu'il y a besoin de plus de moyen, il est temps de mettre fin aux politiques d'austérité et d'augmenter les recettes de l'Etat pour garantir les services publics indispensables à la population.

Contacts

Alessandro Pelizzari, président : 079 817 29 04

Davide De Filippo : vice-président : 079 707 14 67